

<https://www.pressegauche.org/Sante-et-services-sociaux-Les-professionnelles-en-soins-de-la-CSQ-de-la-CSN-et>



**Santé et services sociaux - Les
professionnelles en soins de la
CSQ, de la CSN et de la FTQ
refusent les conditions
proposées par le
gouvernement**

Publication date: dimanche 11 avril 2021



- Communiqués -

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

MONTRÉAL, le 11 avril 2021 - Le personnel en soins infirmiers et cardiorespiratoires affilié à la CSN, à la CSQ et à la FTQ dénonce la fermeture du gouvernement à négocier véritablement pour trouver des solutions aux problèmes vécus au quotidien par les salarié-es. À chaque occasion, le gouvernement de la CAQ privilégie systématiquement l'approche unilatérale. Par ailleurs, il veut imposer des reculs aux conditions de travail, alors qu'il y a urgence de les améliorer si on veut être capable de garder le personnel déjà à l'emploi et d'en attirer d'autres.

Les organisations syndicales appellent à un changement de cap et demandent au gouvernement de négocier de bonne foi et d'octroyer sans tarder les mandats nécessaires à ses négociateurs. Ce n'est pas en forçant le personnel à travailler plus, sans agir sur leur charge de travail et leurs conditions d'exercice, que l'on va être capable de les retenir ou de les attirer. La conciliation travail-famille, ce n'est pas juste un beau principe, cela prend des mesures concrètes. Il faut cesser de gérer les ressources humaines à la petite semaine et avoir une vision à plus long terme. Il est plus qu'urgent d'octroyer des conditions de travail justes et équitables qui sont dignes de l'engagement indéfectible dont nos membres font preuve depuis de nombreuses années, en dépit des coupes constantes dans le réseau de la santé et des services sociaux.

« Rien n'est réglé en santé et services sociaux, et ce, plus d'un an après l'échéance de nos conventions collectives, souligne la vice-présidente de la Fédération de la santé et des services sociaux (FSSS-CSN), Josée Marcotte. Le gouvernement fait fausse route s'il pense pouvoir imposer à nos membres des reculs à leurs conditions de travail. Des milliers de professionnel-les en soins infirmiers et cardiorespiratoires demandent plus de respect et cela passe par une véritable négociation pour s'attaquer aux réels problèmes de fonds ».

« En négociation, les représentantes et les représentants patronaux n'ont aucun mandat pour discuter des questions qui nous tiennent à coeur, poursuit la présidente du Syndicat québécois des employées et employés de service (SQEES-FTQ), Sylvie Nelson. Qu'il s'agisse d'établir de meilleurs ratios de personnel dans les services, d'éliminer les heures supplémentaires obligatoires (TSO) ou de mettre en place des solutions pour attirer et retenir le personnel, nous nous heurtons à des vis-à-vis qui ne veulent rien introduire dans les conventions. Tout au plus, ils proposent de repousser dans le temps, encore une fois, la recherche de solutions. Nous appelons à un changement de cap, à une véritable négociation ! C'est en travaillant tous ensemble que nous saurons renforcer ce réseau, non seulement pour répondre à la crise, mais pour l'avenir ».

« Le gouvernement Legault ne cesse de faire appel à notre collaboration, comme organisations syndicales, quand il en a besoin. Pour traverser la crise... Pour encourager la vaccination... Pour assurer la plus grande disponibilité possible de la main-d'oeuvre... Mais c'est une collaboration à sens unique qu'il cherche, seulement quand elle fait son affaire, déplore le président du Conseil provincial des affaires sociales (CPAS-SCFP-FTQ), Frédéric Brisson. C'est très frustrant parce que sur le terrain, tous les jours, nos membres se demandent constamment pourquoi le gouvernement n'a pas plus de reconnaissance pour leur contribution immense à la société ; ce n'est pas de mercis en conférence de presse qu'ils ont besoin, ni des reculs ou des conditions inéquitables selon les statuts d'emploi, mais de respect et de justice. Ça suffit l'abus du gouvernement sur les conditions de vie et de travail inacceptables pour des milliers de femmes ».

« L'arrêté ministériel 007 étant toujours en vigueur, la menace plane sur nos vacances encore cet été, enchaîne la présidente de la Fédération de la santé (FSQ-CSQ), Claire Montour. Si on n'est pas capable de combler les besoins en main-d'oeuvre, ce n'est pas juste à cause de la pandémie. C'est bien à cause des salaires non concurrentiels et des conditions de travail difficiles que les salarié-es désertent le réseau. C'est par la négociation qu'on trouvera des

solutions. Au lieu d'en discuter avec nous, le gouvernement impose des conditions par arrêtés ministériels et il choisit de mettre en place un comité de travail sur les effectifs en soins infirmiers, auquel il convie différents acteurs, à l'exception notable des organisations syndicales. Encore une fois, on aura beau explorer toutes les pistes de solutions, cela ne peut pas se faire sans l'apport des infirmières, infirmières auxiliaires, inhalothérapeutes et perfusionnistes. C'est maintenant que ça doit se passer. Nous sommes en négociation maintenant, c'est maintenant qu'il faut négocier ».